

RAPPORT PRÉSENTÉ AU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL

PAR LE

SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL

Ottawa (Ontario)

Les 14 et 15 décembre 2011

Consœurs et confrères,

J'ai l'immense plaisir de vous présenter mon tout premier rapport à titre de secrétaire-trésorier national.

J'aimerais remercier notre confrère Claude qui a su laisser les finances du SCFP en si bon état, sans surprises. Ce rapport sur nos revenus et dépenses du troisième trimestre reprend son contrôle serré du tiroir-caisse. J'ai l'intention, avec votre aide, de suivre la voie qu'a tracée Claude au fil de la dernière décennie. C'est dire que je compte adopter la même gestion prudente des finances de notre syndicat, afin de maintenir et accroître nos programmes nationaux, tout en venant en aide à nos sections locales aux prises avec une recrudescence des attaques.

Nos membres ont vu leurs conditions de travail et leurs droits sérieusement malmenés en 2011. Et nous savons que ces attaques se poursuivront en 2012. L'important est de riposter en utilisant toutes nos ressources.

Le budget antiprivatisation est sous-utilisé à cette date, en grande partie à cause du délai de réception et de traitement des factures. Il devrait être épuisé d'ici la fin de l'année.

Autre indicateur important des campagnes de riposte entreprises par nos sections locales : l'utilisation du budget des campagnes à frais partagés de la Caisse nationale de défense. Ce budget est dépassé et il le sera encore plus lorsque vous aurez adopté les demandes que nous vous présentons aujourd'hui. Nos sections locales entreprennent des campagnes importantes. Certaines des plus importantes campagnes se déroulent à Toronto car elles touchent des milliers de membres et pourraient établir une tendance. Malheureusement, pour gagner l'aval des citoyens des grandes villes canadiennes, il faut investir des sommes gigantesques.

Nous devons tout faire en notre pouvoir pour limiter l'assaut des forces antisyndicales du monde contre nos membres. Le présent rapport propose quelques postes



budgétaires où, sur la base de nos antécédents, nous pourrions diminuer nos dépenses afin de réallouer ces fonds aux postes ciblés lors du congrès national et aux priorités stratégiques établies par les délégués.

Encore une fois cette année, nous n'avons pas épuisé le budget alloué aux frais de voyage, ainsi que celui dévoué aux dépenses de bureau et, ce, à travers le pays.

Nous devons maintenir notre niveau de militantisme politique, dans le contexte d'une majorité Harper et d'une opposition officielle NPD. Cependant, 2012 nous réserve moins de campagnes électorales fédérales et provinciales que 2011; ce poste budgétaire sera donc revu.

Au chapitre des relations de travail, j'ai le plaisir de vous informer que les négociations avec nos syndicats d'employés sont terminées mais que, par contre, celles avec le SEPB commencent. La convention collective avec le SEPB prend fin le 31 décembre 2011. Au moment d'écrire ces lignes, nous avons eu une rencontre avec le SEPB où nous espérons entamer des pourparlers sur la question de la solvabilité du régime de retraite des employés du SCFP. Il a été entendu lors de la rencontre que dès que le SEPB aura complété l'élection de ses dirigeants à la mi-décembre, il nous enverra rapidement ses demandes de négociation pour que nous puissions entamer les négociations en début d'année.

Le gros événement de l'année fut évidemment notre congrès national de Vancouver. Il fut le théâtre de plusieurs « premières » : le premier congrès avec un total de 2 302 délégués et substituts inscrits; le premier assorti d'un Conseil jeunesse; le premier à être carboneutre. J'aimerais remercier tous ceux et celles qui ont contribué au succès de ce congrès et dire un merci tout spécial à nos hôtes du SCFP-C.-B. Également, j'aimerais remercier les délégués qui par leurs débats respectueux ont permis d'adopter un nombre record de résolutions.

Je soumettrai aussi à votre approbation, pendant la présente réunion, une proposition de budget pour 2012. Ce fut la première étape de mon apprentissage en tant que nouveau secrétaire-trésorier national. De plus, j'ai pu assister à la Conférence nationale sur le secteur de l'énergie tenu à Winnipeg en novembre. Les sections locales de ce secteur ont beaucoup à faire à la suite de ces deux jours bien occupés et productifs. Entre autres, elles doivent participer à l'élaboration d'une politique environnementale nationale pour faire suite à l'adoption au congrès de la résolution n° 94; faire le relevé des politiques énergétiques provinciales et des possibles tentatives de privatisation, dans le but de concevoir une campagne nationale; et encourager les sections locales de ce secteur à prendre part à la Conférence nationale sur la négociation de 2013.

Félicitations à la section locale 998 qui, avec le SCFP-Manitoba et d'autres alliés, s'est mobilisée pour s'opposer au plan conservateur de privation de Manitoba Hydro et a contribué à la réélection d'un gouvernement néodémocrate.

ÉTATS FINANCIERS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2011

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 30 septembre 2011 se situait à 138,9 millions de dollars, comparativement à 135,2 millions de dollars au 30 juin 2011. Le solde bancaire au 30 septembre 2011 était de 28,6 millions de dollars comparativement à 18,0 millions de dollars au 30 juin 2010. Notre solde bancaire comprend 18,3 millions de dollars de liquidités destinés au Fonds pour les édifices régionaux, aux indemnités de retraite, à la capitalisation des avantages sociaux futurs des employés, au congrès de 2011 et aux salaires rétroactifs. Nos réserves devraient commencer à baisser au quatrième trimestre de 2011, alors que nous verserons des salaires rétroactifs et que nous commencerons à faire des versements importants sur le projet de construction à Toronto. L'argent de nos placements réservé à la capitalisation des avantages sociaux futurs a légèrement diminué dans ce troisième trimestre et se situe maintenant à 23,9 millions de dollars.

Les immobilisations ont grimpé de 1,1 million de dollars au cours du troisième trimestre de 2011. La construction du nouvel édifice qui logera le bureau régional de l'Ontario est en cours et les dépenses pour le trimestre se sont élevées à 750 000 \$; le total à ce jour des dépenses pour ce projet est de 1,9 million de dollars. Nous avons acheté le 5 octobre l'édifice qui abritera ce bureau; cette transaction figurera donc dans nos prochains états financiers trimestriels. Les travaux de planification et de conception d'une annexe au bureau national sont commencés; les dépenses dans ce dossier s'élèvent à 113 000 \$ ce trimestre. Les travaux de construction d'un édifice universellement accessible qui remplacera l'édifice qui loge actuellement notre bureau de Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) sont commencés et devraient être terminés vers la fin du printemps 2012.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 88,1 millions de dollars au 30 septembre 2011, une augmentation de 3,8 millions de dollars par rapport au 30 juin 2011.

Nous continuons de progresser dans la reconnaissance de nos obligations en matière d'avantages sociaux futurs. Le passif inscrit s'établissait à 49,1 millions de dollars au 30 septembre 2011, comparativement à 45,5 millions de dollars au 31 décembre 2010. Le véritable passif au 31 décembre 2010 était de 216 millions de dollars. Le respect de notre feuille de route, mise à jour dans le budget de 2010, nous permettra, espérons-le, de continuer à avancer et d'éliminer entièrement ce passif de notre bilan d'ici 20 ans.

Le solde de la Caisse au 30 septembre 2011 avait atteint 50,8 millions de dollars, ce qui est presque la même chose qu'au 30 juin 2011. De ce montant, 8,6 millions de

dollars sont consacrés à des usages spécifiques (Caisse de participation aux congrès et événements nationaux, riposte, antiprivatisation et Fonds pour les édifices régionaux) et 37,9 millions de dollars sont investis dans les immobilisations.

Le surplus d'exploitation après la provision du Fonds pour les édifices régionaux pour les neuf premiers mois de 2011 s'élève à 4,7 millions de dollars. Les revenus de capitation étaient supérieurs au budget de 3,4 millions de dollars. En même temps, les dépenses pour la période étaient inférieures au budget de 3,9 millions de dollars.

Voici quelques-uns des écarts significatifs dans les dépenses :

1. Les dépenses consacrées aux salaires et avantages sociaux ont été **inférieures au budget** jusqu'à maintenant de 1,1 million de dollars. Raison principale : le délai pour pourvoir les nouveaux postes aux RH qui ont été ajoutés au budget.
2. Les dépenses consacrées à la lutte antiprivatisation ont été **inférieures au budget** jusqu'à maintenant de 828 000 \$. La cueillette et le traitement des factures imputables à ce poste budgétaire demandent du temps; ce budget devrait être épuisé d'ici la fin de l'année. En plus du budget 2011 de 2,5 millions de dollars, nous disposons d'une somme de 356 000 \$ provenant des années précédentes (253 000 \$ de 2009, 103 000 \$ de 2010).
3. Les dépenses consacrées aux déplacements ont été **inférieures au budget** de 603 000 \$ ou 7,6 %. En 2011, le budget des déplacements a été réduit de 3,9 %, car une analyse historique montrait que les dépenses étaient systématiquement inférieures au budget depuis quelques années. Le budget 2012 étant en préparation au moment où je rédige ce rapport, je peux vous affirmer que nous réduirons encore une fois ce poste budgétaire en 2012.
4. Les dépenses électorales sont présentement **inférieures au budget** de 408 000 \$, mais ce budget devrait être entièrement dépensé au cours de 2011. À la réunion du Conseil exécutif national de mars 2011, on a souligné que ce poste budgétaire pourrait dépasser le budget de 300 000 \$ en 2011 pour tenir compte du niveau inhabituel d'activité électorale, tant au fédéral que dans les provinces cette année.
5. Les dépenses de bureau sont présentement **inférieures au budget** de 375 000 \$. Après analyse, cette situation est à peu près la même partout au pays. Ce poste budgétaire sera revu de près pour 2012.
6. Le poste CEN Autre est présentement **inférieur au budget** de 233 000 \$ ou 91,4 %. Ce poste affiche une baisse constante des dépenses depuis cinq ans. Nous l'examinerons de près pour lui fixer un niveau plus adéquat pour 2012.

Caisse nationale de défense

L'actif total de la Caisse nationale de défense s'élevait à 8,0 millions de dollars au 30 septembre 2011, comparativement à 7,1 millions de dollars au 30 juin 2011. Le passif s'établissait à 4,6 millions de dollars, laissant un solde de 3,4 millions de dollars. Le total des revenus pour les neuf premiers mois de 2011 était de 6,3 millions de dollars, comparativement à des dépenses de 6,2 millions de dollars, laissant un petit surplus pour la période d'un peu moins de 100 000 \$.

Les campagnes à frais partagés approuvés par le Conseil exécutif national jusqu'à maintenant en 2011 totalisaient 2,8 millions de dollars ou 123 % du budget annuel. Les dépenses consacrées aux grandes campagnes de recrutement s'élevaient à 1,5 million de dollars, pendant que les initiatives nationales en matière de stratégies totalisaient 1,3 million de dollars. Quant aux dépenses consacrées aux initiatives régionales en matière de stratégie, elles atteignaient 558 000 \$ pour les neuf premiers mois.

Caisse nationale de grève

L'actif total de la Caisse de grève au 30 septembre 2011 s'élevait à 53,0 millions de dollars, comparativement à 49,7 millions de dollars au 30 juin 2011. Cet actif était formé de 6,0 millions de dollars en liquidités, de 1,9 million de dollars en capitation et en comptes débiteurs, et de 45,1 millions de dollars en placements. Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 703 000 \$ et un compte créditeur de 11 000 \$ à la Caisse de défense. Ainsi, au 30 septembre 2011, le solde de la Caisse s'établissait à 52,3 millions de dollars, comparativement à 49,6 millions de dollars au 30 juin 2011.

Les revenus de la Caisse de grève, incluant les revenus de placements, s'élevaient à 9,9 millions de dollars. Quant aux dépenses, elles s'établissaient à 2,2 millions de dollars. Ce résultat donne un surplus net pour les neuf premiers mois de 7,7 millions de dollars.

GRÈVES, LOCKOUTS ET RÈGLEMENTS

La section locale 7498, Université de Sherbrooke : Les grèves tournantes ont commencé le 5 juillet 2011; en grève générale depuis le 26 août 2011. Environ 1 300 membres du personnel de soutien sont sans contrat de travail depuis près de quatre mois; tandis que pour les 120 membres du personnel de la recherche, cela fait plus de 62 mois, soit près de cinq ans et demi.

La section locale 3338-5, Simon Fraser Student Society : Entente conclue le 7 octobre 2011 avec l'aide de la médiation. Le contrat de trois ans protège les salaires et la sécurité d'emploi de tous les employés actuels et prévoit une augmentation de 1 pour cent la troisième année.

RETARDS DANS LA CAPITATION

Les retards de septembre 2011 totalisaient, au 15 novembre, 7 079 666,35 \$, une augmentation de 1 834 207,14 \$ ou 34,97 % par rapport à août 2011.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE

Tout au long de l'année, des travaux technologiques à long terme se sont poursuivis, mais ils ne seront pas terminés avant 2012. Tout en continuant à fournir du soutien quotidien au personnel, les opérations se concentraient sur : l'installation de nouveaux systèmes téléphoniques dans cinq bureaux ainsi qu'au bureau régional de la Saskatchewan; la poursuite des essais sur les réseaux sans fil; la coordination du réseau et des systèmes téléphoniques du nouveau bureau régional de l'Ontario; et la maintenance du réseau.

Le projet SIRH (Système d'information des ressources humaines) est dans sa dernière phase d'exécution. L'exploitation en parallèle des données a commencé au début décembre. Le système devrait être mis en ligne au début de 2012. Bien que très long, ce projet est emballant, puisque le nouveau système nous offrira des fonctionnalités que nous n'avions pas auparavant, en plus de permettre l'expansion des services de RH dans le futur.

Le travail se poursuit sur le développement du projet SISL (Système d'information des sections locales), qui devrait être complété en 2013. On poursuit aussi le travail d'intégration des systèmes SISL, capitation, SICC et gestion des véhicules au nouveau système SIRH. Parmi les projets actuellement sur la table à dessin, on trouve une nouvelle base de données de formation des membres pour la Direction du développement syndical, un répertoire des employés à intégrer à l'intranet, ainsi qu'une mise à niveau de notre système financier Solomon.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Propriétés

En octobre, le SCFP a finalisé l'achat du 80, Commerce Valley Drive à Markham, en Ontario, grâce à la réception d'un financement hypothécaire de 16 millions de dollars de la Banque Citizens. Les rénovations intérieures vont bon train et l'appel d'offres est presque complété. Le projet respecte le budget et l'échéancier prévus. Nous devrions pouvoir occuper l'édifice en avril 2012, comme prévu.

Les plans d'agrandissement du bureau national pour y héberger le bureau d'Ottawa se poursuivent. On parle ici d'un nouvel édifice de deux étages de 22 500 pieds carrés sur le terrain situé au 1378, rue Triole. Nous avons soumis le plan du site à la Ville d'Ottawa pour approbation; CSV Architects travaille aux plans et devis pour les appels

d'offres que gèrera PCL Constructors Canada Inc. Les travaux de construction devraient commencer au printemps 2012, avec date d'occupation prèvue pour janvier 2013.

Nous ètudions actuellement les devis prèliminaires reèus pour la construction du nouveau bureau de Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Èdouard. Nous avons vendu l'èdifice du 100, Capital Drive. La finalisation de la vente est prèvue pour le 30 novembre 2011, après quoi le SCFP louera les lieux à l'acheteur par un bail de six mois prenant fin le 31 mai 2012, avec option de renouvellement au mois, jusqu'à ce que notre nouvel èdifice puisse nous accueillir.

La parcelle de terrain achetée à Victoria en mai 2008 sera vendue à un tiers indèpendant. Le SCFP national avait prèvu construire un èdifice en copropriété avec trois sections locales du SCFP. Il a ètè dècidé par consensus que, pour des raisons èconomiques et compte tenu de changements non prèvus dans la direction de certaines des sections locales, le projet n'est plus rèalisable. Une motion sera prèsentée au Conseil pour ratifier la vente.

Baux

Nous sommes en pourparlers avec le propriètaire du bureau de St. John's, à Terre-Neuve, pour prolonger notre bail d'un an. Celui-ci se terminera donc le 30 avril 2013.

Nous ètudions la possibilitè de renouveler le bail de notre bureau de New Glasgow, en Nouvelle-Ècosse.

À Dauphin, au Manitoba, nous proposons le renouvellement du bail actuel pour cinq ans, jusqu'au 31 juillet 2017. Nous avons demandé au propriètaire qu'il assume les cøùts d'amèliorations et de rønovations mineures; nous attendons sa rønponse.

À Lethbridge et Medicine Hat, en Alberta, nous attendons du propriètaire une offre de renouvellement pour cinq ans, ce qui prolongerait notre occupation des lieux jusqu'au 31 octobre 2017 dans le premier cas et au 30 novembre 2017 dans le second.

À Edmonton, en Alberta, nous poursuivons nos recherches pour trouver un autre lieu pour le bureau rønional de l'Alberta.

Nous avons demandé au propriètaire du bureau de Kelowna, en Colombie-Britannique, de renouveler notre bail pour trois ans, jusqu'au 30 septembre 2015.

CONGRÈS NATIONAL

Le congrès national organisè au Centre des congrès de Vancouver a rønuni en tout 2 131 dèlègués inscrits et 171 dèlègués supplèants inscrits, ainsi que 112 observateurs.

En tout, 557 délégués se sont inscrits aux rencontres sectorielles du dimanche 31 octobre. La rencontre du secteur de la santé a été la plus courue, avec 275 délégués inscrits.

On a projeté une vidéo hommage à Jack Layton et une vidéo de remerciement à notre confrère Claude Généreux. Les délégués ont eu droit à cinq jours de divertissement organisé par Mayworks, de travaux et de rencontres variées échelonnés sur toute la semaine. Les réceptions, comme la réception des délégués et le cabaret-danse du SCFP, ont été fort appréciées des délégués et du personnel du SCFP.

Pour la première fois dans l'histoire de nos congrès, le SCFP a organisé un Conseil jeunesse pour les enfants et les adolescents de 9 à 14 ans. Notre président Paul Moist et divers conseillers se sont adressés à ce groupe pour expliquer quel est le rôle d'un syndicat et quels sont les enjeux dont s'occupe le SCFP. Ce Conseil jeunesse s'est avéré à la fois amusant et éducatif, et ses participants ont eu droit à une expérience pratique du syndicalisme. Autre première cette année : le congrès était carboneutre.

Merci à tout le personnel et aux services qui nous ont prêté main-forte. C'est grâce à eux si ce congrès a connu un tel succès!

FORMATION ET DÉVELOPPEMENT

Le personnel de la Direction du développement syndical est revenu du congrès national porté par le dévouement et le dynamisme de nos membres. Il a fait le plein d'énergie pour poursuivre leur travail.

La Galerie du SCFP a été l'occasion de mettre en valeur le programme, en particulier la première mouture du *Manuel des délégués syndicaux*. Les membres et le personnel appuient l'éducation populaire, parce que celle-ci reconnaît la sagesse de nos membres et se concentre sur l'action positive.

Le kiosque sur l'alphabétisation s'est trouvé rapidement à court de nos nouveaux sacs « verts » d'alphabétisation. L'équipe de la DDS en a profité pour donner un aperçu de l'alphabétisation à l'aide des jeux vidéo. Le confrère Terry Bennett, qui milite depuis longtemps pour l'alphabétisation à la section locale 569, était un excellent choix comme récipiendaire du Prix Alpha 2011.

L'énergie était palpable dans l'air lorsque plus d'une centaine de membres formateurs se sont réunis, le temps d'un dîner, pour partager des anecdotes sur leur participation à un programme qui transforme la vie de nos membres.

Le congrès de cette année offrait quelques activités nouvelles, dont une activité d'orientation repensée, le Conseil jeunesse et le Dîner des ombudspersonnes.

C'était le premier congrès national depuis l'adoption par le Conseil exécutif national du Code de conduite. Les ombudspersonnes ont toutes dîné ensemble, ce qui a donné au SCFP l'occasion de remercier ceux et celles qui ont porté ce programme pendant de nombreuses années, en plus de remercier les nouvelles ombudspersonnes qui jouent ce rôle dans le contexte du Code de conduite. Un hommage a été rendu à la consœur Susan Attenborough, qui coordonne le programme des ombudspersonnes depuis sa création.

Le personnel de la DDS est emballé par les différents mandats d'éducation qui lui a été confiés par les congressistes. Le débat entourant la nécessité d'une analyse des classes qui sous-tend toutes les initiatives éducatives et l'engagement en ce sens qui en est ressorti procurent une approche qui sera fructueuse pour notre syndicat et les générations futures.

Depuis longtemps, le SCFP tient à offrir plus de formation en français à l'extérieur du Québec. Le personnel de la DDS a terminé une analyse poussée des lacunes en ce sens et a fixé des objectifs précis pour combler les besoins dans la prochaine année.

On note une hausse des demandes d'éducation en matière d'intimidation et de harcèlement au travail, particulièrement à la lumière des lois adoptées récemment par la Nouvelle-Écosse et l'Ontario. Les employeurs profitent de l'expertise du SCFP pour remplir leurs obligations légales. Nous profitons de cette demande pour revoir nos ateliers et les développer simultanément en anglais et en français.

Dans le cadre de notre programme d'alphabétisation et avec la collaboration de notre Conseil autochtone, un projet de représentant-apprenant en milieu de travail sera mis en place. Ce programme identifiera et formera des champions de l'éducation qui deviendront des personnes-ressources en matière d'occasions d'apprentissage dans leur milieu de travail.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

Les syndicats du régime de retraite des employés du SCFP ont apporté des modifications à l'évaluation actuarielle du 1^{er} janvier 2011, à la suite des négociations collectives. Ils ont aussi demandé aux autorités de réglementation de reporter jusqu'à la mi-décembre la remise de leur rapport. Ces modifications rehausseront légèrement le ratio de solvabilité, mais celui-ci demeurera bien en deçà de 100 %.

Depuis novembre 2011, je suis membre du conseil d'administration mixte. La consœur Sandy Harding s'est retirée de son poste de syndic substitut. Je profite de l'occasion pour remercier la consœur Sandy pour tout le travail accompli pendant son mandat.

Nous avons récemment traité la bonification de l'indemnité de départ pour les participants au régime partis à la retraite ou congédiés en 2011. Le total du montant payable s'élève à 55 000 \$.

La performance des placements de la caisse de retraite du SCFP a été de beaucoup inférieure à l'indice de référence (*norme établie par le marché par rapport aux performances d'autres caisses*) et inférieure à la médiane (*valeur moyenne*) canadienne pour le troisième trimestre de 2011. Une fois de plus, le ratio de solvabilité a diminué depuis le 1^{er} janvier 2011; il était estimé à 80,9 % au 1^{er} novembre 2011.

Comme mentionné dans les rapports précédents, les syndicats surveillent de près les placements de la caisse de retraite du SCFP, en plus des analyses et stratégies de performance des gestionnaires des placements de la caisse.

Décès

Le mois de novembre a été incroyablement triste. Nous déplorons la perte tragique et inattendue du confrère André Lamoureux le 17 novembre 2011, dans un accident de la route. Le confrère André était depuis peu le directeur adjoint de l'organisation et des services régionaux au bureau national. Auparavant, il était directeur régional adjoint en Ontario. Plusieurs membres du personnel du SCFP ont pu assister à ses funérailles à Cornwall et exprimer leurs sympathies à la famille Lamoureux. D'ici quelques mois, nous organiserons un service commémoratif pour souligner le travail et l'engagement du confrère André.

C'est avec tristesse que je dois aussi vous informer du décès de :

La consœur Arlene Litherland, retraitée, bureau rég. de l'Ontario, le 13 septembre 2011
La consœur Yolande Larose, retraitée, bureau national – 29 novembre 2011

Retraites

Le confrère Claude Généreux, bureau national – 1^{er} décembre 2011
La consœur Margaret Churchward, bureau de Barrie – 1^{er} janvier 2012
La consœur Anne Coupland, bureau régional de la C.-B. – 1^{er} février 2012
Le confrère Roger Gravel, bureau régional du Québec – 1^{er} février 2012
Le confrère Serge Lalonde, bureau d'Ottawa – 1^{er} février 2012
Le confrère Jerry Lava, bureau de Kenora – 1^{er} février 2012
La consœur Jackie Griffiths, bureau de Saskatoon – 1^{er} mars 2012
La consœur Audrey Beaudry, bureau national – 1^{er} août 2012

CONCLUSION

Pour conclure, j'aimerais remercier les délégués qui ont pris part au congrès national de m'avoir fait l'honneur de m'élire comme secrétaire-trésorier national. Par-dessus tout, je remercie tous les autres candidats d'avoir fait une bonne et juste campagne électorale. Je suis heureux de continuer à travailler avec vous pendant les deux prochaines années.

L'avenir nous réserve de nombreux défis, mais je sais que nous attaquerons 2012 plus déterminés que jamais à protéger les droits des travailleurs du Canada et du monde entier.

Je vous souhaite à tous un joyeux temps des Fêtes.

Respectueusement soumis par,

Le secrétaire-trésorier national,



CHARLES FLEURY

:pnc/ceu